

Restitution de l'enquête de l'UNAF sur l'Europe Par Guillemette LENEVEU, Directrice Générale

Journée nationale à Strasbourg Parlement Européen – Le 18 novembre 2013

Dans la perspective de la journée nationale organisée à Strasbourg, en présence notamment de députés, et des élections européennes de l'année prochaine, le groupe Europe du Conseil d'Administration et les services de l'UNAF ont élaboré en début d'année un questionnaire destiné aux UDAF et aux URAF. L'objectif était :

- de mesurer leur connaissance, ou leur méconnaissance, de l'Union Européenne à travers ses actions et les personnalités qui la représentent ;
- de dresser un premier aperçu de leurs attentes en matière de politique européenne, ceci afin de pouvoir les relayer auprès des futurs candidats aux élections de 2014.

Le questionnaire a été adressé aux UDAF/URAF au mois de février 2013 pour réponses en avril. Il portait sur **trois grandes rubriques** concernant l'Europe :

- La connaissance de l'Europe et de ses actions, en identifiant d'éventuelles actions sur des financements européens.
- Les rencontres et contacts avec des personnalités européennes et les expériences d'échanges de citoyens.
- Les attentes en matière de politique européenne.

1 - Connaissance de l'Europe et de ses actions

Sur ce premier point, nous avons demandé aux Unions quelles étaient leurs connaissances sur les financements européens, et nous leur avons suggéré de donner un exemple d'action européenne menée à proximité de chez eux.

■ Au vu des réponses, nous constatons que de nombreuses actions financées par l'Union Européenne sont repérées et connues tant au niveau général qu'au niveau des territoires.

Les actions les mieux connues portent sur les champs suivants :

- L'agriculture
- Les infrastructures : rénovation de routes, développement du réseau ferroviaire, tramway, soutien aux projets urbains
- L'aménagement de l'espace
- L'éducation et en particulier les échanges dans l'enseignement supérieur : projets autour de l'apprentissage, échanges universitaires (ERASMUS)
- Le domaine social : rénovation de quartiers, soutien à la banque alimentaire
- L'environnement.

Certains fonds sont bien identifiés : FEDER (sur la compétitivité régionale et l'emploi), FSE, FEADER sur le développement rural, ont été cités par plusieurs UDAF.

Au-delà des grandes actions européennes, les UDAF/URAF sont souvent en mesure de citer des actions concrètes financées par l'Union Européenne dans leur territoire : rénovation urbaine et des quartiers, infrastructures de transports (pour limiter les retards et fluidifier les trafics), accompagnement des jeunes en difficulté dans leur parcours d'insertion, formations à la mobilité, financement d'équipements en faveur de la jeunesse, soutien à l'enseignement agricole, actions d'information sur l'Europe dans les établissements scolaires.

■ Plus précisément nous avons demandé aux Unions si elles avaient bénéficié d'un apport financier (appels à projets, réalisation d'événements, etc) de la part de l'Union Européenne, et selon quelles modalités. **Très peu d'entre-elles disent avoir bénéficié de financements européens.** Les seuls exemples qu'elles nous ont indiqués sont les suivants :

- Appel à projets « Grundtvig » sur l'éducation tout au long de la vie.
- Soutien à une action de formation.
- Partenariat avec la maison de l'Europe pour l'accueil et l'échange avec d'autres citoyens de l'UE.

La proximité géographique de l'UDAF avec une frontière, semble être un facteur positif, mais ce n'est pas toujours le cas.

Peu d'initiatives font donc l'objet de financements européens, en raison sans doute de différents facteurs : méconnaissance des dispositifs, lourdeur et complexité des dossiers, champ peu investi.

2- Contacts avec des personnalités européennes et échanges avec des citoyens

Nous avons demandé si les UDAF/URAF avaient rencontré des personnalités européennes, notamment leurs députés européens.

■ **Les rencontres avec des députés européens sont très aléatoires.** Elles se font au gré d'opportunités diverses, par exemple dans le cadre d'un projet européen, mais aussi via des liens personnels, en relation parfois avec le conseil général, dans un conseil de développement d'un pays, ou encore dans le cadre d'une rencontre organisée par l'UNAF. Il n'y a pas de prise contact systématique, contrairement à ce qui se passe, le plus souvent, avec les parlementaires nationaux.

Ce constat révèle l'absence de stratégie globale de notre réseau sur des actions de niveau européen. Le député européen n'est pas perçu comme un relais important, alors que l'Europe mobilise des actions qui concernent la vie quotidienne des familles, même si la politique familiale, en tant que telle, n'est pas du ressort des institutions européennes.

A contrario, ce manque de lien avec le député européen traduit une faiblesse dans la représentation politique au niveau européen qui a du mal à s'ancrer dans les territoires, et à maintenir des relations avec les citoyens entre les élections. Les UDAF et les URAF seraient pourtant des institutions extrêmement utiles pour relayer l'information auprès des citoyens sur l'action concrète et utile de l'Union Européenne.

■ **S'agissant d'accueil et d'échanges avec d'autres citoyens européens**, quelques actions ont pu être développées dans certaines UDAF, de façon générale ou bien centrées sur une action, la lutte contre l'illettrisme par exemple.

3 - Attentes en matière de politique européenne

La troisième grande rubrique du questionnaire portait sur les attentes exprimées par les UDAF/URAF dans la perspective des élections européennes. Nous avons posé la question suivante : « *Quelles sont les attentes que vous souhaiteriez formuler aux futurs candidats, pour améliorer la vie des familles ?* ».

■ **La demande d'harmonisation des politiques nationales sur le plan fiscal et social est forte et récurrente.**

Elle ne vise pas la politique familiale mais les salaires, les conditions de travail. **Elle traduit une vraie préoccupation à l'égard des risques de dumping au sein de l'Europe, et d'alignement vers le bas des normes européennes.**

Cette réponse qui nous a été adressée traduit bien l'inquiétude générale : « *(il faut) une politique fiscale et sociale harmonisée entre les Etats, pour limiter le dumping fiscal et social qui se développe notamment en provenance des pays du sud de l'Europe ayant un fort taux de chômage. Les entreprises d'Espagne et du Portugal qui répondent légalement aux appels d'offres sur le sud de la France alors que le chômage augmente en France. Cette situation crée un rejet de l'Europe auprès des populations. De la même façon en Allemagne avec le travail de main d'œuvre agricole en provenance de Pologne et qui a un impact sur le coût moyen horaire de ce secteur, La communauté européenne manque de projet fédérateur, et n'a qu'une vision libérale et purement économique des échanges, s'affranchissant de toute politique sociale et fiscale.* »

■ **Une autre demande forte porte sur une meilleure lisibilité des actions pouvant bénéficier de financements européens.**

Ce souhait de réduction de la complexité des procédures est à relier à la faible implication des Unions dans des actions à financements européens. **La complexité bien connue des appels à projets européens, la nécessité de partenariats pour y répondre sont autant de freins à l'investissement du monde associatif dans les projets européens.** Bien souvent, les associations n'ont pas les moyens (en temps, en ressources humaines) pour se positionner sur ces projets.

Cette demande d'une plus grande simplicité et lisibilité, comporte aussi un enjeu fort de démocratie car, dans les réponses mêmes des UDAF/URAF, **cette demande de simplification renvoie à la question de la visibilité souvent insuffisante des actions européennes.** Quand on voit combien les actions en termes de mobilité européenne, de type ERASMUS, sont bien identifiées et reconnues pour leur utilité, on ne peut qu'encourager de la part des députés européens et des pouvoirs publics, une meilleure information sur ce qu'apporte l'Europe au quotidien, de positif, pour les familles.

L'Union Européennes aurait tout à gagner d'une meilleure visibilité de l'efficacité de son action au service des citoyens, en ayant recours à des Institutions comme la nôtre. Plus encore que les acteurs publics nationaux, elle a besoin d'intermédiaires, de soutiens dans

la société civile pour relayer son action. De son côté, le Mouvement Familial peut exercer un rôle pour traduire l'Europe, auprès des familles, en actions concrètes.

C'est pourquoi nous avons souhaité profiter de cette journée et de la future campagne, pour interpellier les élus et les candidats, et mieux appréhender les enjeux des futures échéances pour les familles. Des solutions sont à imaginer ensemble, de simplification bien sûr mais aussi de pédagogie, ou encore de formations. Nous pourrions certainement mieux être identifiés comme des acteurs qui peuvent porter et mettre en œuvre des actions à caractère européen.

■ **Autre attente : une action européenne plus résolue sur un certain nombre de champs.**

Les UDAF/URAF soulignent la baisse des subventions publiques, et souhaitent en conséquence une intervention accrue de l'Europe sur des champs qu'elles jugent prioritaires : aide alimentaire, lutte contre la précarité et contre l'illettrisme, aide aux manifestations internationales concernant la famille, soutien financier aux cursus universitaires transfrontaliers et à la mobilité internationale des jeunes, aide au logement familial par exemple dans le cadre des FEDER.

Au-delà des thèmes particuliers évoqués, **les Unions attendent une meilleure prise en compte de la cellule familiale dans les politiques européennes.** Elles soutiennent l'idée que l'individu ne doit pas être le seul objet des politiques européennes mais que la cellule familiale et la question des liens familiaux doit être prise en compte.

Plus généralement, il est souhaité une Europe plus proche des territoires, qui doit être à l'écoute des préoccupations des familles et de leurs besoins.

Après le rapport moral et d'orientations que l'UNAF avait consacré à l'Europe en 2008, les résultats de cette enquête nous permettent d'identifier les principaux problèmes et les attentes les plus prégnantes relayées par notre réseau.

A partir de cette enquête, nous allons pouvoir déterminer les thèmes prioritaires à mettre en avant, en vue des élections Européennes de mai 2014.

Autant d'initiatives qui s'inscrivent dans le cadre de notre rapport moral et d'orientation 2012-2014, dont l'un des axes est résolument européen puisqu'il s'agit de « placer les familles au cœur de l'Europe ».